



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2647
26 avril 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Un milliard pour Notre-Dame, l'austérité pour les misérables



Algérie

**Face aux manœuvres
de l'état-major**

Page 9

Européennes

**La campagne de
Lutte ouvrière**

Page 16

"Travailler plus"

**Le patronat
à l'offensive**

Page 3

Un milliard pour Notre-Dame, l'austérité pour les misérables

Les braises de Notre-Dame étaient encore chaudes que les grandes fortunes faisaient déjà connaître leur contribution à sa reconstruction. 100 millions, ont annoncé la famille Pinault et l'entreprise Total! 200 millions, ont renchéri Arnault (LVMH), première fortune française, et la famille Bettencourt-Meyers (L'Oréal)! En tout, un milliard aurait été annoncé par les grands groupes et leurs actionnaires... qui pourront bénéficier de la défiscalisation des deux tiers de leurs dons.

Un milliard, rubis sur l'ongle: l'argent dégouline, quand tant de travailleurs ont du mal à finir le mois. Un milliard, l'obole des riches, c'est trois hôpitaux, ou 10 000 logements. Ou encore 25 000 emplois payés 1 800 euros net, avec les cotisations. Quand le gouvernement a augmenté la CSG ou a désindexé les retraites de l'inflation, il a dit y être obligé, faute d'argent. Quand il a baissé les APL, quand il supprime des centaines de milliers d'emplois aidés, il explique qu'il n'y a pas d'argent. Aux services d'urgence des hôpitaux parisiens, en grève pour dénoncer le manque d'effectifs, on répond que les caisses sont vides. Même les pompiers, célébrés à juste titre il y a quelques jours, doivent régulièrement se mobiliser contre la baisse de leurs moyens. Et que dire de la misère des Ehpad, ou du logement? À Marseille, six mois après les effondrements de la rue d'Aubagne, plusieurs centaines de personnes habitent toujours à l'hôtel, faute de logements sûrs.

Dans les entreprises, c'est la même rengaine. Aux salariés de Ford-Blanquefort, d'Arjowiggins ou d'Ascoval, licenciés par centaines, les patrons répètent qu'il n'y a pas d'argent.

La réalité illustrée par Notre-Dame, c'est qu'il y a beaucoup d'argent, quand il s'agit pour les milliardaires de faire parler d'eux. Cet argent, qui vient du travail de tous, la collectivité devrait en disposer.

L'incendie d'un monument historique, fruit du travail humain des générations passées, est certes regrettable. Et on ne peut que se féliciter qu'il ait été sauvé. Mais, de Macron à Le Pen, les politiciens en ont profité pour un appel à l'union nationale, au nom d'une religion chrétienne qui serait, d'après eux, la racine de la France éternelle. Ils utilisent l'événement pour leur propre démagogie, comme le député de droite Eric Ciotti, qui explique que l'incendie « est venu nous rappeler que notre civilisation est menacée

et qu'il nous faut la défendre pour que la France reste la France ».

Le gouvernement a tenté d'utiliser l'incendie pour resserrer les rangs derrière lui. Il fallait « faire une trêve », ont répété les ministres à l'intention des gilets jaunes. C'était une trêve à sens unique. Dès le dimanche suivant, la députée LREM Aurore Bergé expliquait qu'il faudrait travailler plus. Le gouvernement étudierait la suppression d'un jour férié. D'autres macronistes et le Medef parlaient de reporter l'âge de départ à la retraite au-delà de 62 ans. Ces gens-là mènent la guerre de classe sans répit. Alors il n'est pas de trêve qui vaille.

Le 26 mai, auront lieu les élections européennes. Les travailleurs n'ont certes rien à attendre de l'Union européenne (UE): depuis sa création, elle est façonnée par les capitalistes, pour les marchés et la finance, pas pour les peuples. En guise de protection sociale, l'UE n'a rien imposé, pas même un salaire minimum commun. C'est même l'inverse: aujourd'hui, la précarité s'y généralise.

Mais, contrairement à ce qu'expliquent les souverainistes, les États nationaux ne protègent pas mieux les travailleurs. Nous en savons quelque chose, avec Sarkozy, Hollande ou Macron. UE ou pas, les États sont au service des capitalistes, et ne protègent les travailleurs de rien.

Alors, il ne faut pas se laisser tromper par le faux débat entre pro et anti-européens. En revanche, ces élections, en France les premières depuis l'arrivée de Macron au pouvoir, permettent aux travailleurs de se prononcer pour leurs intérêts de classe. C'est la raison d'être de la liste présentée par Lutte ouvrière, menée par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier.

Cette liste, composée de salariés, d'ouvriers et d'employés, se présente pour porter la voix du camp des travailleurs face au grand capital. Le camp des ouvriers licenciés, face à leur licenciement. Le camp des chômeurs, dans cette société qui leur refuse un travail. Le camp des précaires, qui veulent un emploi stable et dignement payé. Le camp des retraités, qui veulent vivre correctement après une vie de labeur. Contre les Arnault, Pinault, Bettencourt, contre le grand capital, faites entendre, avec la liste Lutte ouvrière, le camp des travailleurs.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ		DANS LE MONDE		ENTREPRISES		ÉLECTIONS EUROPÉENNES	
Travailler plus: une offensive contre les droits des travailleurs	3	Répression: défendre le système, une tâche ingrate	5	Hôpitaux de Paris	12	Réintégration d'un lanceur d'alerte	15
Retraites: le programme du patronat	3	Intimidation contre les journalistes	5	Hôpital de Guéret	12	À travers la campagne	16
Charité: Pinault donne un œuf et vole un bœuf	3	Gilets jaunes: toujours en colère	5	SNCF - Nantes	12	Meetings et réunions publiques	16
Groupama: un assureur dans les chênes	3			Bridgestone - Béthune	12	PREMIER MAI	
L'ENA supprimée?	4	Ghosn: et de quatre	5	PSA - Sochaux	13	Il y a cent ans: la journée de huit heures et la crainte de la révolution	7
Écoles: les petits-déjeuners de Blanquer	4	Marseille: la situation catastrophique du logement	6	PSA - Rennes	13	Manifestons le 1 ^{er} mai	7
Nathalie Loiseau: la tache de la blanche colombe	4	Habitat indigne	6	ADP	13	LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE	
Benoît XVI: le pape émérite des baffes	4	Vente du Rafale à l'Inde: le fisc prodigue	6	Pizzorno - Vénissieux	14	Le programme	11
				Grande distribution	14		
				Lactalis	14		
				Sucrerie Bourdon - Aulnat	14		
				Eure-et-Loir	14		
				SNCF	15		

“Travailler plus” : une offensive contre les droits des travailleurs

Il est clair désormais que Macron se prépare à utiliser les prétendues consultations organisées ces derniers mois pour justifier une offensive contre les travailleurs sur le terrain du temps de travail.

Que ce soit sur l’allongement de l’âge du départ en retraite de 62 à 65 ans, la remise en cause des 35 heures, la suppression d’un jour férié, l’orchestre gouvernemental et médiatique s’est mis au diapason pour se riner qu’il faut « travailler davantage ».

Les arguments mis en avant par les partisans du « travailler plus » sont toujours les mêmes, et toujours aussi mensongers. Ainsi, même le patronat convient qu’il ne reste plus rien des 35 heures depuis la loi Tepa sous Sarkozy, la loi El Khomri sous Hollande ou les ordonnances Macron. La semaine de travail effective est en moyenne aujourd’hui de 39,1 heures quand on

travaille à temps complet.

La suppression d’un second jour férié, après celle décidée en 2004 par Raffarin pour « financer la dépendance des personnes âgées », ne viserait que les salariés en les obligeant à une nouvelle journée de travail non rémunérée. Mais pourquoi ne pas faire garantir ce financement en prenant sur les milliards distribués chaque année aux actionnaires ? Pourquoi la seule piste envisagée est-elle de faire travailler plus ceux qui produisent les richesses ?

Le temps de travail, qu’il s’agisse du nombre d’heures travaillées ou du départ en retraite, n’est pas une question d’arguments. C’est un

terrain sur lequel se mène la lutte des classes, depuis que le capitalisme a scindé en deux camps la société : la minorité qui possède le capital et la majorité qui est condamnée à lui vendre sa force de travail.

Il est évident qu’avec six millions de chômeurs, le bon sens serait de baisser le temps de travail, en garantissant bien-sûr des salaires dignes, et de répartir les tâches entre tous ; le bon sens serait de garantir aux plus anciens de partir en retraite avant d’être usés

et de laisser la place aux plus jeunes. Mais ce bon sens, le gouvernement et le patronat n’en ont que faire : cette nouvelle offensive sur le terrain du temps de travail est destinée à obtenir encore un peu plus de la classe ouvrière pour que soient distribués aux actionnaires les sacro-saints dividendes.

En avril 1919, la loi des 8 heures était votée par une Assemblée nationale qu’effrayait la vague révolutionnaire née à la fin de la Première Guerre mondiale.

(voir page 7). Cent ans après, non seulement la journée de travail n’a guère baissé en comparaison de l’augmentation de la productivité, mais les capitalistes et le gouvernement à leur service voudraient imposer de nouveaux reculs sur ce terrain.

Le Centenaire de la loi sur les 8 heures nous rappelle que c’est bien par la lutte de classe et en se faisant craindre que les travailleurs pourront les arrêter.

Boris Savin

Retraites : le programme du patronat

Depuis des semaines, le gouvernement faisait des contorsions autour de l’âge légal de départ en retraite. Alors que des ministres s’étaient dits favorables à le porter à 65 ans, le haut-commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye, menaçait de démissionner s’il n’était pas maintenu à 62 ans, comme s’y était engagé Macron en 2017.

Jeudi 18 avril, Geoffrey Roux de Bézieux, le porte-parole du Medef, a déclaré en conférence de presse : « Il faut dire la vérité aux Français. Soit on baisse les pensions, soit on travaille plus longtemps. » Il a ensuite appelé le gouvernement à « sortir de ce mensonge par omission qui consiste à dire “on ne touche pas à l’âge légal de la retraite” ».

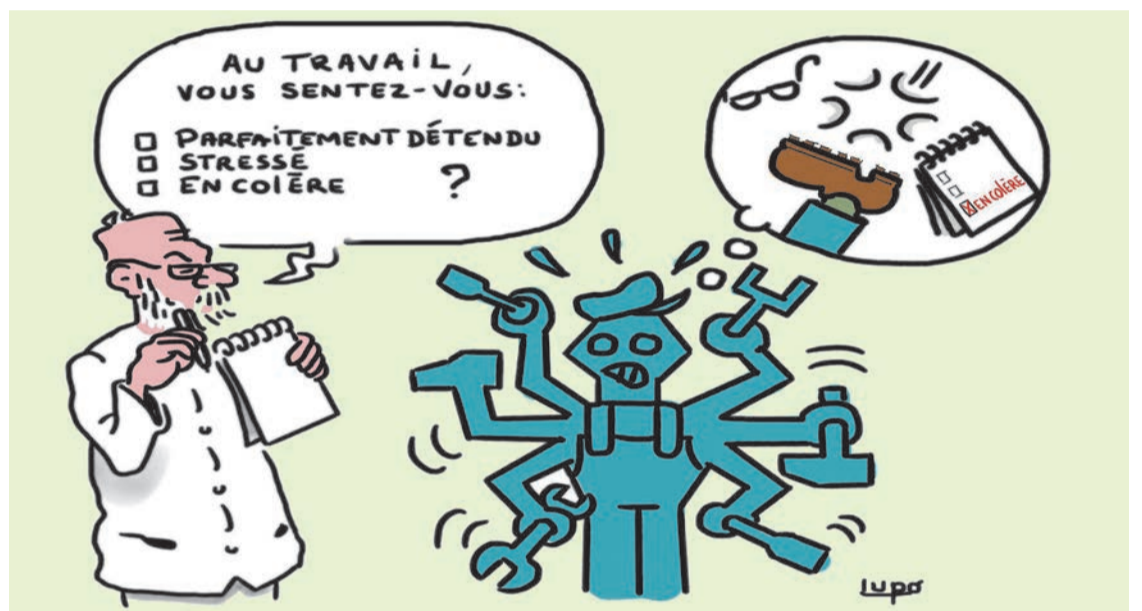
Roux de Bézieux a donné la feuille de route du patronat, pour les huit prochaines années : « Nous proposons, à partir de 2020, de procéder au relèvement de l’âge légal de 62 à 64 ans, sur huit ans, à raison d’un trimestre par an. » Puis à partir de 2028, l’âge légal serait indexé sur l’évolution de l’espérance de vie. Si celle-ci augmente, l’âge de départ augmentera également ; sinon, il restera à 64 ans pendant plusieurs années... Et voilà que l’augmentation de l’espérance de vie est brandie comme une menace contre les travailleurs.

Que le grand patronat ose parler de faire travailler les salariés plus longtemps

quand les licenciements et fermetures d’usines condamnent au chômage plus de 6 millions de personnes, cela sonne comme une nouvelle provocation. De plus, depuis des décennies, le même patronat et l’État à son service n’ont cessé d’aggraver les conditions de travail, dans le privé comme dans le public. Pour l’immense majorité des travailleurs, il sera physiquement impossible de tenir jusqu’à 64 ans avant de prendre sa retraite. Les capitalistes le savent parfaitement. En repoussant l’âge légal de départ, leur objectif n’est pas tant que les salariés travaillent plus vieux, mais qu’ils partent en retraite avec des pensions amputées.

S’épuiser au travail quand on a la chance de ne pas être au chômage, puis survivre avec une retraite de misère, voilà donc l’avenir que voudrait réserver la grande bourgeoisie aux travailleurs. Eh bien c’est non, et il faudra le faire savoir.

Julie Lemée



Charité : Pinault donne un œuf et vole un boeuf

La famille Pinault a été la première à promettre cent millions d’euros pour la reconstruction de Notre-Dame et la première également à affirmer qu’elle renonçait à une déduction fiscale pour ce don, une larme dans l’océan de sa fortune.

En mars, l’héritier et actuel dirigeant des affaires familiales, François-Henri, avait fait approuver par les actionnaires sa rémunération annuelle de 22 millions d’euros. Le résultat avait été facilement acquis car la famille détient 57% des droits

de vote. Cela lui permet également de disposer d’une bonne part des trois milliards d’euros de bénéfice du groupe et de voir sa fortune augmenter au rythme de la hausse du cours de l’action, 237% en trois ans. Son patrimoine total dépasse ainsi aujourd’hui 30 milliards d’euros.

Le groupe Pinault, non content d’avoir, selon l’adage, des ouvriers qui se lèvent tôt, salarié aussi des comptables qui se couchent tard. Son histoire est émaillée de redressements

fiscaux, d’arrangements avant procès, de montages lui permettant d’échapper à l’impôt. La société Gucci, détenue par le groupe, est actuellement poursuivie par le fisc italien pour un milliard d’euros d’impayés, une paille...

Avec ses cent millions, Pinault ne fait qu’offrir une miette de l’énorme gâteau qu’il vole à la collectivité, par l’exploitation des travailleurs d’une part, par la tonte des deniers publics de l’autre.

P. G.

Groupama : un assureur dans les chênes

Pendant que de très riches donateurs ont sorti leur portefeuille, l’assureur Groupama a déclaré faire don de 1200 chênes prélevés dans ses forêts de Normandie, au cas où l’on déciderait de refaire à l’identique la charpente de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Ainsi donc cette grande

compagnie d’assurance possède des forêts. Elle en possède même beaucoup, car elle est la troisième propriétaire privée du pays avec une superficie de 21000 hectares.

Eh oui, l’assurance, ça rapporte, et la compagnie, comme d’autres, investit dans l’immobilier, les forêts, etc.

Elle est loin d’être la seule. Parmi les très gros propriétaires forestiers on trouve un autre assureur, AXA, et aussi la Société générale, le Crédit agricole, le groupe multinational Louis-Dreyfus, et d’autres.

Pour tous ces gens-là, les forêts représentent des profits solidement enracinés.

A.V.

L'ENA supprimée ? changez le nom, la fonction reste

En attendant la conférence de presse présidentielle du 25 avril les médias ont spéculé sur son contenu et, en particulier, sur l'éventuelle suppression de l'École nationale d'administration, l'ENA.

Cette école, fondée en 1945, recrute sur concours et forme les hauts cadres de l'appareil d'État: préfets, membres du conseil d'État et de l'Inspection des finances, secrétaires généraux des ministères, conseillers des cabinets ministériels. On retrouve les énarques dans les conseils d'administration ou à la tête des grands groupes privés et l'école a fourni un bon contingent de présidents de la République et de Premiers ministres. Les médias prêtent aux énarques un puissant esprit de corps, une morgue détestable, une grande puissance dans l'État et une vision purement technocratique des problèmes. Et,

dans la mesure où nombre de décisions impopulaires, d'attitudes méprisantes, de fortunes vite acquises à l'ombre des puissants peuvent être imputées à des énarques, la fermeture de l'ENA voudrait signifier que, dorénavant, le gouvernement va se préoccuper de la vraie vie des vrais gens.

C'est une bien médiocre comédie car la morgue des énarques est celle de l'État tout entier. C'est celle de l'argousin qui toise le passant mal habillé, du juge qui écrase un voleur de pommes, du directeur de la santé qui ferme une maternité « non rentable » d'un trait de plume, du ministre de l'emploi qui fait la leçon



Une promotion de l'ENA... pour servir la bourgeoisie.

aux chômeurs. Avant la fondation de l'ENA, l'État était tout autant dur aux humbles parce qu'il était tout autant l'instrument exclusif des possédants.

C'est même la collusion évidente entre l'appareil d'État et les grandes fortunes, illustrée tant à l'époque du Front populaire que pendant la guerre, qui avait amené à la création de l'ENA en 1945. Il s'agissait, disaient ses promoteurs, de recruter plus largement

et plus démocratiquement pour disposer d'une haute administration réellement au service du bien public. Comme si c'était une question de mode de recrutement!

Les hauts fonctionnaires sont sélectionnés, triés, préparés par la classe dominante à son usage, dès l'enfance lorsqu'ils en sont issus, dès l'école sinon. Ils apprennent à la servir, de sous-préfecture en ministère, dans le public et le

privé, en robe du soir ou en uniforme. La carrière des plus notables d'entre eux, passant des hautes fonctions administratives et politiques à la direction des groupes bancaires et industriels, suffit à illustrer ce fait, l'existence d'une classe dominante et de sa garde rapprochée. La suppression de l'ENA, ou plus probablement son changement et sa substitution par d'autres filières, n'y changerait rien.

Paul Galois

Écoles : les petits-déjeuners de Blanquer



Lendemain de week-end pascal oblige, le ministre de l'Éducation s'est invité mardi 23 avril à l'école Jean-Rostand de Pont-Saint-Maxence pour présenter une mesure déjà prévue dans le plan pauvreté, la distribution gratuite de petits-déjeuners dans des écoles situées en zone prioritaire.

Tel un nouveau Jésus multipliant les petits pains au lait, Blanquer a fait mine de s'apitoyer sur le sort des enfants commençant leur journée d'école le ventre vide. Il en a même rajouté, affirmant que la mesure participerait à la réduction des inégalités.

Au-delà des déclarations, la réalité de la mesure est dérisoire. Six millions d'euros sont prévus cette année, douze en année pleine alors que le gouvernement a donné cinq milliards d'euros par an aux plus riches en supprimant l'ISF, sa

générosité est bien mesurée. Le petit-déjeuner à l'école pourrait être une pratique utile dans l'ensemble des établissements scolaires. Si la mesure annoncée prend effet, car le gouvernement n'en financera qu'une partie, elle ne devrait couvrir à terme que les besoins de 100 000 enfants. Le nombre d'élèves à l'école primaire dépasse les 6,7 millions et un quart d'entre eux iraient à l'école sans avoir pris de petit-déjeuner.

Aujourd'hui plus de trois millions d'enfants vivent dans des foyers pauvres.

Tant mieux si quelques-uns peuvent bénéficier d'un petit-déjeuner gratuit, voire d'un déjeuner à 1 euro, comme prétend le mettre en place le gouvernement. Cela existe déjà et souvent pour moins cher d'ailleurs, dans nombre de municipalités. Mais il y a loin de là à présenter cette mesure comme la volonté de donner les mêmes chances à tous!

Dans le domaine spécifique dont il s'occupe, le même ministre Blanquer a prévu de fermer 516 classes en école maternelle à la rentrée prochaine. Les postes offerts au concours de recrutement de professeurs des écoles ont diminué de 1 000 cette année alors qu'il manque partout des enseignants, en particulier dans le primaire, et encore plus dans les zones défavorisées.

C'est en réalité toute la politique de ce gouvernement, multipliant les cadeaux aux plus riches, facilitant les licenciements, réduisant les moyens des services utiles à la population et les montants alloués aux aides sociales qui est responsable de l'aggravation de la misère des parents. Quelques petits-déjeuners gratuits ne suffiront pas à la racheter.

Gilles Boti

Nathalie Loiseau : la tache de la blanche colombe

« Je ne suis pas une fonctionnaire de droite ou une fonctionnaire de gauche », déclarait Nathalie Loiseau au journal *Le Monde* en 2012.

Sept ans plus tard, ministre macroniste des Affaires européennes puis tête de liste LREM aux prochaines élections, elle est rattrapée par ses choix dans le passé. Des journalistes ont retrouvé son nom figurant, en 1984, en sixième position sur une liste syndicale étudiante d'extrême droite à Sciences Po.

Après avoir nié, puis déclaré ne plus se souvenir, puis avoué s'être présentée à la demande d'un ami gaulliste, Nathalie Loiseau évoque finalement une « erreur de jeunesse ».

Eh oui, dans la carrière bien réglée de cette diplomate, ses choix de cœur l'ont portée vers la droite, même extrême. Puis, proche

de Juppé, elle ne l'a lâché qu'après sa défaite aux primaires de la droite en 2016 pour rejoindre Macron.

Par rapport à des prédecesseurs plus célèbres, elle n'est pas encore aussi forte qu'un Mitterrand, se présentant comme le candidat de la gauche quelques décennies après avoir côtoyé des Bousquet, Martin et autres pétainistes impliqués dans les rafles de Juifs.

Loiseau précisait en 2012: « Mon choix de vie professionnelle, c'est le service de l'État ». Et cela implique pour Loiseau de savoir voler d'un poste politique à un autre, toujours pour servir les riches et les puissants.

Viviane Lafont

Benoît XVI : le pape émérite des baffes

Benoît XVI, affublé du titre « d'émérite » parce qu'il a été le premier pape dans l'histoire à renoncer à sa charge, a trouvé un responsable pour les nombreux cas de pédophilie dans l'église. Pour lui, c'est tout simplement l'esprit de 1968 qui est à l'origine

du problème, car il aurait amené « une complète liberté sexuelle qui n'admettait plus de normes ».

Car c'est bien connu, avant 1968 aucun prêtre n'aurait eu de mauvaises pensées. Tout est encore de la faute des gauchistes!

A.U.

Répression : défendre le système, une tâche ingrate

Avec 28 décès depuis le début de l'année, le nombre de suicides de policiers est en augmentation, supérieur à celui recensé dans d'autres professions. Un suicide est certes toujours un drame individuel aux causes multiples et complexes, mais une telle recrudescence est certainement l'indicateur d'une situation.

Les syndicats dénoncent « la charge de travail, les heures supplémentaires non payées, le suremploi de policiers qui ne peuvent plus prendre leur week-end de repos. » Selon un retraité de la police, « les conditions de travail se sont dégradées, beaucoup de postes ont été supprimés, il y a une course aux chiffres. La pression est très forte notamment sur les jeunes qui arrivent. Ils n'osent plus dire non. En plus, ils sont sous-payés. »

Les mêmes causes avaient déjà poussé les policiers à manifester en octobre 2016, de nuit et avec leurs véhicules de service. Ces manifestations, pourtant illégales et non déclarées, avaient reçu le soutien de Manuel Valls, alors Premier ministre. Mais rien n'a changé car malgré les hommages à bon marché, les policiers du rang ne sont pas vraiment mieux traités que le personnel des hôpitaux ou tant d'autres travailleurs

qui subissent les coupes budgétaires, la course à la productivité, les suppressions d'emplois.

Cependant, les policiers ne sont pas des salariés comme les autres. Leur tâche est de maintenir l'ordre social en place avec toutes ses injustices. Ceux qui ont rejoint la police en pensant sincèrement défendre ainsi la veuve et l'orphelin sont surtout confrontés à la misère morale, à la violence et aux trafics engendrés par la pauvreté, le chômage, le délabrement de certains quartiers populaires et la disparition des organisations ouvrières. Il y a certes de quoi déprimer !

Envoyés par le ministère de l'Intérieur tous les week-ends depuis le 17 novembre pour réprimer les gilets jaunes, éborgner des manifestants, briser des crânes et des membres, des milliers de policiers découvrent qu'ils sont largement détestés par toute une fraction de

la population. Bien des policiers ou gendarmes du rang qui se sont reconnus dans les revendications des gilets jaunes peuvent en ressentir un malaise.

Les policiers, et à un autre niveau les militaires, sont le bras armé d'un appareil d'État destiné à défendre les intérêts du grand capital, la propriété privée des grandes entreprises, des banques et des riches possédants. Derrière les formules sur « la loi républicaine », ils sont là pour éviter que la colère des quartiers populaires ou celle des travailleurs en lutte ne débordent dans les beaux quartiers. Pour faire ce sale travail, les classes possédantes ont toujours recruté parmi les classes populaires. Même si le gouvernement et la haute hiérarchie donnaient aux policiers autre chose que des paroles douçâtres ou des médailles, parfois à titre posthume, cela ne rendrait pas leur tâche moins injuste.

Si certains manifestants parmi les gilets jaunes ont lancé aux policiers « Suicidez-vous », d'autres leur ont dit « Ne vous suicidez pas mais rejoignez-nous. » La société doit changer pour tout le monde.

Xavier Lachau



La manifestation des gilets jaunes le 20 avril à Paris.

Gilets jaunes : toujours en colère

Dans les jours précédant la mobilisation des gilets jaunes du samedi 20 avril, le gouvernement, par l'intermédiaire de son ministre de l'Intérieur, avait choisi de rejouer « peur sur la ville » en annonçant que des centaines de casseurs seraient au rendez-vous à Paris et dans certaines grandes villes.

Auparavant, le ministre de l'Intérieur Castaner avait déclaré que les gilets jaunes, en maintenant leur appel à manifester, ne respectaient même pas Notre-Dame.

Comme depuis des semaines, tout était bon pour dissuader de venir ou revenir aux manifestations ou pour assimiler les gilets jaunes à des agités, des casseurs professionnels, etc. Le déploiement policier - 60 000 à l'échelle du pays - a permis à Paris d'effectuer 20 000 contrôles « préventifs », comme le signale le ministre de l'Intérieur, pour une manifestation qui a regroupé 9 000 personnes.

Au lendemain de la manifestation, comme il n'y avait pas eu la casse annoncée, c'est le stupide slogan

« Suicidez-vous » adressé aux policiers place de la République à Paris par quelques dizaines de manifestants qui a été monté en épingle, campagne médiatique à l'appui, pour tenter une fois de plus de discréditer les gilets jaunes dans leur ensemble.

Les manifestations du 20 avril qui ont regroupé 27 000 personnes à l'échelle du pays d'après le ministère, ont montré une nouvelle fois que le mécontentement n'a pas disparu, en particulier sur la question du pouvoir d'achat, et qu'il continue de s'exprimer. Les matraques, les tirs de LBD et de gaz lacrymogènes et les calomnies ne suffisent décidément pas à le faire taire.

Boris Savin



Des policiers couverts d'opprobre... et ici de peinture. Dur métier !

Intimidation contre des journalistes

En marge de la manifestation parisienne des gilets jaunes du 20 avril, deux journalistes indépendants ont été arrêtés par la police. Alexis Kraland a passé plus de huit heures en garde à vue après avoir été interpellé près de la Gare du Nord. Son confrère Gaspard Glanz est resté 48 heures au poste de police pour outrage. Il devra se présenter le 18 octobre devant le tribunal correctionnel et

est interdit de participation à une manifestation parisienne jusque-là. Il se trouve ainsi dans l'impossibilité d'exercer son métier comme il l'entend.

Depuis des années, le fondateur du média Taranis News couvre les manifestations au plus près, dénonçant les agissements des policiers ou des gendarmes contre les manifestants.

Le Syndicat national

des journalistes a protesté contre ces arrestations qui s'apparentent à des atteintes à la liberté d'information. Rappelons que jusqu'à maintenant, aucune des dizaines de procédures ouvertes par l'IGPN, la police des polices, n'a abouti à une mise en examen de policiers dans le cadre des violences policières lors des manifestations de gilets jaunes.

B. S.

Ghosn : et de quatre

Carlos Ghosn, mis en examen pour la quatrième fois par la justice japonaise, est retourné en prison, pour abus de confiance aggravé.

Nissan lui reproche d'avoir transféré à un distributeur du constructeur automobile, basé à Oman, des fonds dont la moitié environ aurait servi à son usage personnel.

Passant d'une société libanaise Carlos Ghosn à une start-up américaine de son fils Anthony Ghosn, qui a investi dans diverses sociétés dont Beauty Yachts présidée par madame Ghosn, les pérégrinations de ce petit pactole auraient abouti à l'achat d'un yacht familial de plus de 12 millions d'euros. On ne peut pas reprocher à l'ex-PDG de Renault-Nissan de manquer d'esprit de famille !

Ce n'est pas ce qui attendra le procureur japonais qui, depuis plusieurs mois, accuse Ghosn de ne

pas avoir déclaré tous ses revenus au fisc pendant huit ans, d'avoir couvert ses pertes personnelles aux dépens de l'entreprise lors de la crise financière de 2008 et de quelques autres malversations.

La justice japonaise le met à un régime sévère, les actionnaires l'ont lâché ; Macron, qui va recevoir le Premier ministre japonais, fera sans doute profil bas. Personne ne pleurera et surtout pas les travailleurs de Renault ni ceux de Nissan, qu'il a licenciés par milliers pour mieux enrichir les vrais possédants dont les fortunes personnelles se chiffrent en milliards. Il a simplement oublié qu'il n'était qu'un de leurs employés.

Sylvie Maréchal

Marseille : la situation catastrophique du logement

Le 12 avril, le Premier ministre Édouard Philippe et les ministres Elisabeth Borne et Julien Denormandie ont, sous la protection de dizaines de policiers, effectué la visite d'une des cités les plus dégradées de Marseille, le Parc Kalliste.

117 millions d'euros ont été promis en plus des 240 déjà assurés par l'État pour les travaux de réhabilitation d'urgence de l'habitat à Marseille. Concernant le relogement des habitants évacués de plus de 300 immeubles depuis le 5 novembre, Philippe a dit que l'État serait prêt à financer à 100% ceux des travaux qui sont imposés d'office et a annoncé que 18 logements appartenant à l'État allaient être rénovés. C'est évidemment loin de ce qui serait nécessaire.

Les associations qui s'emploient à aider les « délogés » demandent en premier lieu que l'on recense les logements vides, et en particulier les locaux vides

des institutions, pour les réquisitionner et les mettre à leur disposition.

De fait, les problèmes se multiplient, que la ville laisse pourrir. Il reste 1 200 personnes non relogées sur les 2 700 qui ont été évacuées de leurs logements considérés comme dangereux après l'effondrement mortel des immeubles de la rue d'Aubagne le 5 novembre et la déclaration de péril imminent concernant d'autres immeubles. Les signalements continuent, de nouveaux immeubles sont évacués, souvent sans délai.

Les délogés les plus chanceux ont pu se loger dans la famille ou chez des amis. En principe, après expertise et



Le parc Kalliste.

après que des travaux de confortement et de remise en état ont été réalisés, les anciens occupants sont autorisés à revenir dans leur logement. Mais certains ont constaté à leur arrivée qu'en fait les travaux n'avaient pas été effectués, et qu'on leur demande de rentrer dans un logement délabré. À l'inverse, d'autres, mis dehors de façon expéditive, contestent cette évacuation, car les travaux de renforcement ont été effectivement réalisés.

Pour tous ceux qui n'ont pas pu trouver à se loger la situation est devenue

insupportable avec la durée. Logées depuis des mois à l'hôtel, des familles n'ont pas la possibilité de préparer leur repas, de s'occuper du linge, demeurent dans des chambres trop petites pour des familles, pas toujours près de leur lieu de travail ou de leurs écoles. Certains hôteliers commencent eux aussi à trouver le temps long car avec l'approche de l'été ils attendent la venue des touristes. Quelques interventions ont bien été assurées par la ville et la métropole, mais minimales par rapport à l'ampleur des tâches. Elles accélèrent les

préemptions d'immeubles dans le centre-ville ancien sans que l'on sache dans quel but : veulent-elles les détruire ou les rénover, ou satisfaire tel ou tel promoteur immobilier ? Il est aussi question, pour libérer les places dans les hôtels, de préparer des hébergements d'urgence. Ce serait une épreuve de plus avant d'accéder peut-être enfin à des logements satisfaisants et définitifs.

Pour l'instant en tout cas, les centaines de personnes délogées ne voient pas venir la fin de leur galère.

Correspondant LO

Habitat indigne

Il y aurait à Marseille plus de 40 000 logements dits indignes, dont 70 % sont des copropriétés ; quelque 100 000 personnes y vivent. Ces grandes cités construites dans les années 1960 et 1970 – telles le Parc Kalliste, La Castellane, La Maurelette, le Parc Corot, le Parc Bellevue, les Rosiers par exemple – sont très dégradées.

Elles ont été bien souvent achetées par appartements qui, du coup, ne valent plus grand-chose, soit par des propriétaires occupants, soit par des propriétaires absents et négligents qui ne paient pas les charges, perçoivent directement les sommes que la CAF verse pour l'aide au logement et sont totalement indifférents à l'état des appartements et aux réclamations des locataires.

Acquérir puis louer des appartements à des

locataires très pauvres est un placement tout à fait intéressant. On peut trouver des annonces sur le bon coin comme celle-ci, citée par le journal *La Marseillaise* : « *La Villette. Très bon rapport locatif pour ce 19 m² loué à 285 euros par mois net, intégralement payés par la CAF, soit une rentabilité de 11,5 % assurée.* » Dans une interview, le directeur de la CAF 13 explique : « *Les marchands de sommeil prospèrent sur un marché de pénurie du parc social.[...]. Le*

parc privé devient un parc social de fait. C'est vrai à Marseille et ailleurs. On ne peut plus parler de contrat de bail tellement la relation est déséquilibrée, léonine. Bailleur et locataire maquillent les formulaires de demande d'allocation en cochant que le logement est décent. » Ainsi la pénurie d'appartements pour des travailleurs ou des

retraités aux ressources insuffisantes les contraint à accepter des logements indécents dont la CAF paie le loyer... En outre, près de 12 000 personnes sont sans abri à Marseille.

Une chose est sûre, le salaire de bien des travailleurs est insuffisant pour payer le loyer d'un logement de bonne qualité ; a fortiori

bien des pensions de retraite ou d'invalidité le sont. C'est donc l'État qui compense, un peu, la médiocrité des salaires ou des pensions en versant les allocations logement. La première chose que l'on pourrait exiger d'un salaire ou d'une pension serait pourtant qu'il permette de se loger convenablement avec sa famille.

Marseille est actuellement couvert de chantiers, destinés surtout à offrir des locaux de société et des logements à un public aisé. Il y aurait là de quoi loger des centaines de Marseillais, si la construction et l'entretien des habitations étaient faits avant tout pour loger correctement tout un chacun, et non pour en tirer le profit maximum.

Correspondant LO



MALLOGES EN COLERE

Vente de Rafale à l'Inde : le fisc prodigue..

La presse a révélé qu'en 2015, un milliardaire indien, Anil Ambani, a bénéficié d'un effacement de dette de 140 millions d'euros de la part du fisc français.

Au même moment, l'État français négociait l'achat par l'Inde de 36 avions de combat Rafale pour le compte de Dassault.

Ce milliardaire était un très proche ami du Premier ministre indien et un des

principaux bénéficiaires de ce contrat de 7,9 milliards d'euros. Si cet homme d'affaires n'avait aucune compétence en matière militaire ou d'aviation, Dassault l'avait en revanche choisi comme partenaire

en raison de sa proximité avec le pouvoir.

Et cela a été payant, car les concurrents de l'avionneur français ont alors été évincés.

En guise de dot pour ce mariage d'intérêt, l'administration fiscale dirigée alors par un certain Emmanuel Macron, ministre de Hollande, a donc effacé

d'un trait de plume les redressements fiscaux de la société française d'Amdani.

D'après le journal *Le Monde*, un proche collaborateur d'Anil Ambani s'est vanté d'avoir rencontré avec lui, au début de l'année 2015, « *Emmanuel Macron dans son bureau à Bercy, où le problème fiscal s'est réglé par un coup de fil à son*

administration ».

Si l'affaire fait scandale en Inde, ce n'est pas vraiment le cas en France, tant le troisième pays exportateur d'armes est coutumier des sordides à-côtés entourant les contrats des marchands de mort, des frégates de Taiwan aux sous-marins de Karachi.

Christian Bernac

Il y a cent ans : la journée de huit heures et la crainte de la révolution

Il y a 100 ans, le gouvernement Clemenceau faisait voter la journée de huit heures, après l'avoir longtemps repoussée. On était à quelques jours du 1^{er} mai 1919 et, pour cette première grande manifestation d'après-guerre, la mobilisation ouvrière s'annonçait explosive. La bourgeoisie, par ses concessions, montrait sa crainte que la vague révolutionnaire qui avait porté les bolcheviks au pouvoir en Russie en 1917, puis gagné l'Allemagne et la Hongrie en 1918-1919, ne gagne la France.

Depuis près d'un siècle, la classe ouvrière luttait pour arracher une diminution de la journée de travail, que la révolution industrielle avait allongée démesurément dans toute l'Europe. En Grande-Bretagne, les ouvriers des trade-unions et du mouvement chartiste la revendiquaient depuis les années 1830-1840. Leur mobilisation avait imposé la limitation du travail des enfants et la réduction de la journée de travail à dix heures, alors qu'elle dépassait souvent seize heures.

En 1866, la Première Internationale affirma que limiter la journée de travail à huit heures était « la condition préalable sans laquelle tous les efforts en vue de l'émancipation doivent échouer ». Pour les militants ouvriers les plus conscients, il s'agissait d'arracher pour les travailleurs non seulement le droit de se reposer et de se cultiver, mais aussi celui de se préparer au combat pour renverser le capitalisme.

À son congrès de fondation à Paris en 1889, la Deuxième Internationale décida d'organiser « une grande manifestation à date fixe de manière que dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail. » Le choix de la date du 1^{er} mai fut fait en hommage aux ouvriers américains qui avaient débuté le 1^{er} mai 1886 la grève générale pour les huit heures et avaient été sauvagement réprimés à Chicago.

Le 1^{er} mai, journée de grèves et de manifestations pour les huit heures

En 1890, la préparation des grèves et des manifestations du 1^{er} mai, qui étaient illégales, créa un climat quasi insurrectionnel. Malgré la présence de milliers de soldats et de policiers pour empêcher toute manifestation,

malgré la menace des patrons de ne pas reprendre les grévistes, il y eut cent mille manifestants rien qu'à Paris. Des millions d'autres allaient manifester ou tenir des meetings dans les principales villes du pays, comme dans toute l'Europe, à Vienne, Bruxelles, Copenhague ou Londres.

L'année suivante, le 1^{er} mai 1891 fut noyé dans le sang à Fourmies, dans le Nord. Le gouvernement, au service d'un patronat désireux de briser l'organisation naissante des ouvriers du textile, déploya l'armée qui tira et fit une dizaine de morts parmi les manifestants, soulevant une énorme émotion. Malgré la répression qui jeta les militants socialistes en prison, la grève pour les huit heures se poursuivit plusieurs semaines dans la région, bénéficiant de la solidarité ouvrière.

Le repos hebdomadaire, fruit du 1^{er} mai 1906

Le 10 mars 1906, la catastrophe de la mine de Courrières, faisant près de 1100 morts, entraîna la colère des mineurs du Nord-Pas-de-Calais, qui allaient mener une grève de deux mois et revendiquer « huit heures et huit francs » par jour de salaire. Le ministre de l'Intérieur Clemenceau envoya 20 000 soldats quadriller le bassin minier, gagnant son surnom de « premier flic de France ». La défaite de la grève n'empêcha pas la popularité de la revendication des huit heures de grandir, avec des grèves éclatant dans le bâtiment, la poste ou les métaux à l'approche du 1^{er} mai.

La CGT, qui avait été fondée en 1895, lança alors le mot d'ordre : « À partir du 1^{er} mai 1906, on ne travaille plus que huit heures ». Comme quinze ans plus tôt, Paris fut ce jour-là en état de siège, avec 60 000 hommes de troupe concentrés dans les magasins, les banques,

les gares, et même aux portes des maisons de maître, ce qui renforça la panique des bourgeois. La répression fit deux morts et de nombreux blessés. Malgré les centaines d'arrestations, dont celles des dirigeants syndicaux, les grèves continuèrent, contraignant le gouvernement à céder sur une revendication ancienne, celle d'un jour de repos hebdomadaire obligatoire, le dimanche.

Le vote de la loi en 1919

Il fallut attendre la fin de la Première Guerre mondiale pour que la loi sur les huit heures soit promulguée par un gouvernement dirigé par ce même Clemenceau qui l'avait combattue par le passé en réprimant les grèves et en pourchassant les syndicalistes révolutionnaires. Avec sa loi des huit heures du 23 avril 1919, le gouvernement français espérait à la fois désamorcer le mécontentement accumulé par les années de privations dues à la guerre et contenir l'élan d'enthousiasme soulevé par la Révolution russe d'octobre 1917.

En Russie, le gouvernement bolchevik avait été le premier à adopter la journée de huit heures. En novembre 1918, l'Allemagne en pleine révolution l'adopta également, suivie de la Pologne, du Luxembourg ou de l'Autriche. La question des huit heures fut par la suite abordée dans les négociations du traité de Versailles au printemps 1919, car la reconstruction exigeait des classes laborieuses de lourds sacrifices, les classes dirigeantes devaient se résoudre à faire



Affiche de la CGT pour les 8 heures en 1919.

quelques concessions.

Pour convaincre les bourgeois hostiles, le quotidien *Le Temps* expliquait : « On eût pu trouver inopportune la décision de réduire davantage la journée du travail, à une époque où un redoublement de labeur semblerait plutôt s'imposer dans ce pays dévasté par la guerre, mais des grondements se font entendre, auxquels la Chambre pouvait malaisément rester sourde. » « C'est la Révolution russe qui nous a fait ce cadeau », estima le syndicaliste révolutionnaire Pierre Monatte. En cette veille du 1^{er} mai 1919, alors que des mouvements révolutionnaires se développaient dans toute l'Europe, le gouvernement et la bourgeoisie estimaient que mieux valait lâcher du lest.

Le gouvernement voulut néanmoins interdire les grèves et manifestations

du 1^{er} mai, que les organisations ouvrières avaient maintenues pour exiger l'application rapide de la loi dans toutes les entreprises et sur tout le territoire. Malgré la répression, il y eut 1,3 million de grévistes, avec plus de 2 000 grèves, les travailleurs entrant en lutte pour garantir les huit heures dans les faits et arracher les augmentations de salaires que la flambée des prix avait rendues indispensables. Elles étaient les prémisses d'une vague de grèves qui allaient déferler en mai et juin 1919.

La loi des huit heures et les concessions que la bourgeoisie dut faire furent ainsi pour elle le prix à payer pour éviter qu'en France l'après-guerre ne débouche sur une véritable vague révolutionnaire.

Louise Tissot

Manifestons le 1^{er} mai !

Un siècle après l'instauration de la journée des huit heures, les travailleurs doivent toujours défendre ce droit, comme tous ceux qu'ils ont acquis, contre une bourgeoisie qui ne cesse de partir à l'attaque.

Dans tous les pays, capitalistes et gouvernements à leurs ordres veulent faire payer à la classe ouvrière la crise de leur système économique, et cherchent à développer la concurrence entre travailleurs pour leur imposer une baisse de leur niveau de vie.

Face à ces attaques d'envie, il est vital pour les travailleurs de défendre leurs intérêts de classe, qui sont les mêmes quel que soit le pays dans lequel ils vivent : le droit au travail, au logement, aux loisirs, c'est-à-dire de pouvoir mener une vie décente, y compris à la retraite.

Le 1^{er} Mai, journée de manifestation internationale, est l'occasion de réaffirmer, comme le disait le *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels : « *Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !* »

Lutte ouvrière appelle à participer aux manifestations prévues ce jour-là, notamment à l'initiative de la CGT.

À Paris, la manifestation partira de Montparnasse à 14 h 30.

Ukraine : l'oligarque et le "serviteur du peuple"

L'élection présidentielle ukrainienne du 21 avril a vu le sortant, Petro Porochenko, se faire sortir par un nouveau venu, Volodymyr Zelensky. Avec un score de 73 % des voix, le challenger a écrasé le tenant du titre.

Si Zelensky a pu gagner sans avoir fait mine de défendre un programme, c'est que les électeurs voulaient avant tout « dégager » Porochenko. Un président auquel il n'a pas fallu cinq ans à la tête du pays pour surpasser en impopularité son prédécesseur, Ianoukovitch, chassé par la révolte du Maïdan en 2014.

Le « Tout sauf Porochenko »

En 2014, on avait fait croire à la population qu'elle pourrait en finir avec la pauvreté et un régime corrompu en s'en remettant à des hommes comme Porochenko. Ce dernier était pourtant un pur produit du système de la fin de l'URSS, qui avait permis à des bureaucrates

et à des mafieux de bâtir des fortunes colossales en un rien de temps. Porochenko prit en effet son envol à cette époque, sous la protection de son bureaucrate de père. Fortune faite, il se constitua un empire dans la confiserie industrielle (d'où son surnom de « roi du chocolat »), l'immobilier et l'informatique.

Avec pour seuls slogans de campagne « L'armée, la langue, la foi » et « Mon seul adversaire, c'est Poutine », Porochenko avait voulu rameuter le public nationaliste et bigot. Il a péroré auprès de prélats orthodoxes devant des églises soustraites au patriarcat de Moscou et il a joué, en tenue de camouflage, au chef de guerre près de la ligne de front du Donbass pro-russe. Mais il n'a

pipé mot du dernier scandale qui l'éclaboussait : la contrebande de matériel militaire ayant rapporté des millions d'euros en trois ans à l'un de ses proches, membre du Conseil de sécurité et de défense. Cela, sans que bronche l'enfant chéri des conseillers occidentaux du régime, le Bureau national anticorruption...

Lors du Maïdan, Porochenko avait promis de faire le ménage dans les écuries du pouvoir. Depuis, pas un dignitaire de l'ère précédente n'a eu de comptes à rendre. Quand ils n'ont pas fui à l'étranger, les oligarques ont poursuivi leurs affaires sous Porochenko. Aussi proche de celui-ci qu'il l'était de Ianoukovitch, et qu'il pourrait le devenir de Zelensky, le magnat de l'industrie et des médias Akhmetov est resté l'homme le plus riche d'Ukraine. Porochenko, lui, a multiplié par

huit ses revenus déclarés en cinq ans de mandat !

Cela alors que des millions de gens touchent en moyenne 250 euros de salaire, et même seulement 100 euros pour les retraités, ce qui place l'Ukraine en tête des pays d'Europe les plus pauvres par tête d'habitant, selon le FMI.

Nouveau venu, mais vieille rengaine

Âgé de 41 ans, donc trop jeune pour avoir pu partager les turpitudes des régimes précédents, le tombeur du président fait figure d'homme neuf. C'est cela qui lui a permis de capitaliser dans les urnes l'aversion générale pour tous ceux qui se disputent le pouvoir et le butin depuis trente ans. Et puis, il est l'acteur vedette d'une série télévisée très populaire, *Le serviteur du peuple*, qui évoque la vie difficile des petites gens face à la pourriture des cliques dirigeantes. Beaucoup de téléspectateurs y ont reconnu la réalité. Et ils ont identifié le candidat à son personnage : celui d'un petit prof honnête, élu président par hasard dans un monde de requins, qu'il veut mettre hors d'état de nuire.

L'homme de spectacle usant de sa popularité pour faire carrière politiquement, cela n'a rien d'original : de Reagan à Beppe Grillo, les exemples abondent. Zelensky, qui possède diverses sociétés enregistrées dans des paradis fiscaux, a lui aussi su faire fructifier son capital de sympathie. Il a lancé un parti du nom de sa série télévisée, mais n'a défendu aucun programme dans sa campagne faite uniquement

de shows. Le tout avec le soutien de la chaîne privée qui diffuse sa série, et l'appui multiforme de son patron, l'affairiste Kolomoïsky. Un milliardaire dont il faut rappeler qu'il a financé et armé une unité paramilitaire d'extrême droite de 4 000 hommes, ce bataillon Azov censé lutter contre les pro-russes de l'Est du pays, qui lui sert de milice privée et qu'il laisse se déchaîner en pogromes antiroms, comme cela s'est produit en juin 2018.

Réfugié à l'étranger par crainte de la justice, Kolomoïsky peut revenir dans l'Ukraine du nouvel élu, dont il attend des remerciements à la mesure du soutien qu'il lui a apporté. Mais Zelensky a aussi d'autres parrains dans les sphères du pouvoir, tels deux ex-ministres de l'Économie et des Finances de Porochenko. Et il se répand en propos conciliants envers le gouvernement et les députés, acquis à Porochenko, qui ne devraient pas changer avant juin, sinon octobre.

On est loin du « Casser le système » qu'avait promis Zelensky. Car, s'il manquait d'expérience, il a vite appris l'art de se servir du peuple, sous couvert de le servir.

Macron et Merkel, qui l'ont reçu entre les deux tours, ont, comme Trump, applaudi à son élection. Diplomatie oblige, mais ils savent aussi qu'avec le nouvel élu le système sera bien gardé. Quant aux classes laborieuses d'Ukraine, elles restent face aux mêmes problèmes qu'avant, et à la même engeance d'exploiteurs et de profiteurs.

Pierre Laffitte



Le résultat du deuxième tour annoncé à la télévision : Zelensky souriant à gauche, Porochenko dépité à droite.

Pologne : les patrons ont besoin des migrants... que le gouvernement dénonce

La situation économique et sociale de l'Ukraine est tombée si bas que, selon son ministre de la Politique sociale, plus de 3 millions des 45 millions d'habitants de ce pays travaillent à l'étranger en permanence, et de 7 à 9 millions à titre temporaire. Cette émigration concerne d'abord des pays proches par la géographie et par la langue : Russie, République tchèque, Slovaquie et Pologne, où ils construisent, nettoient, remplissent les rayons des magasins ou travaillent comme infirmières, ouvriers, chauffeurs de taxis, techniciens...

Selon l'Association des entrepreneurs et des employeurs polonais (ZPP) un demi-million d'Ukrainiens travaillent en Pologne. En fait, ils sont au moins le double, car ce chiffre ne comptabilise ni les nombreux

travailleurs non déclarés, ni ceux qui n'ont que des contrats de quelques mois, même renouvelés.

Mais avec la décision de l'Union européenne (UE), enfin appliquée après une vingtaine d'années d'attente, de

permettre aux Ukrainiens d'y entrer sans visa, le patronat polonais s'inquiète du risque de se trouver à court de main-d'œuvre.

En effet, comme bien des travailleurs d'autres pays de l'Est appartenant à l'UE, les salariés polonais ont été nombreux à partir chercher des emplois et des payes moins misérables en Europe de l'Ouest. Dans tous les secteurs, le patronat polonais a dû les remplacer par des bras ukrainiens. Et ce serait pour lui une catastrophe si cette main-d'œuvre compétente mais jusqu'alors captive et mal payée, décidait de passer dans l'Allemagne voisine.

Car ce pays aussi manque de bras, mais les salaires y sont en moyenne trois fois plus élevés. De plus, à la demande du patronat allemand, Berlin a décidé des mesures pour faciliter l'embauche de travailleurs non originaires de l'UE.

Pour retenir les travailleurs ukrainiens qui seraient tentés de leur échapper, les patrons polonais font donc pression sur leur gouvernement. Ils lui demandent de simplifier l'octroi des permis de séjour de longue durée et la procédure de naturalisation. Et comme cela ne suffira pas, ils laissent entendre qu'ils pourraient même... augmenter leurs salaires !

Le respect des droits de ces travailleurs n'y est pour rien : le patronat polonais, tout comme ses homologues tchèque et slovaque qui réagissent de la même façon pour les mêmes raisons, ont besoin de bras, source de leurs profits. Peu leur importe si cela prend à contrepied la démagogie nationaliste de leurs politiciens au pouvoir qui, depuis des années à Varsovie, multiplient les discours xénophobes pour refuser l'arrivée de réfugiés dans le cadre des quotas décidés par l'Europe, affirmant accueillir déjà un million de réfugiés ukrainiens.

P.L.

Algérie : face à la mobilisation, le chef de l'armée se pose en sauveur

Mardi 16 avril, le chef d'état-major de l'armée algérienne Gaïd Salah a accusé l'ex-chef des services de sécurité d'être à l'origine de la répression contre les manifestations à Alger et a aussi annoncé l'ouverture d'enquêtes pour corruption.

Gaïd Salah a également fait procéder au limogeage de généraux, à des mouvements de préfets, à l'arrestation de patrons accusés de corruption. Parmi eux on trouve Issad Rebrab, l'homme le plus riche du pays. Gaïd Salah veut ainsi se donner l'image d'un protecteur du mouvement populaire qui voudrait répondre à ses aspirations.

Vendredi 19 avril, les manifestants toujours aussi nombreux lui ont répondu aux cris de « Sorry, Sorry, Gaïd Salah, on n'est pas des cons. Dégagez, ça veut dire

dégagez ! ». Dans la rue principale d'Alger, accrochée à la façade d'un immeuble, on pouvait lire sur une immense banderole : « Vous possédez le Parlement, nous, nous avons tout le reste du pays, 2,3 millions de km². Partout où vous irez, vous nous trouverez. »

En effet, la mobilisation ne faiblit pas et les multiples colères non plus. À Alger, l'effondrement d'un immeuble de la Casbah tombant en ruines a suscité la colère des habitants. En plus des blessés, deux personnes dont un enfant ont trouvé la

mort. Le wali (préfet) d'Alger, venu sur les lieux, a été chassé par les habitants. Ils lui reprochent le manque de moyens pour l'entretien de la Casbah, pourtant classée au patrimoine mondial par l'Unesco.

Après l'annonce à la télévision que l'ex-Premier ministre Ouyahia était convoqué par la justice, un

rassemblement s'est improvisé devant le tribunal. Les manifestants munis de pots de yaourt ont attendu celui qui, pour imposer son plan d'austérité, avait dit : « Le peuple peut se passer de yaourt. »

À Constantine, des travailleurs de Sonelgaz, la compagnie nationale de l'électricité et du gaz, ont quant à eux chassé le ministre de l'Énergie Mohamed Arkab, au cri de « Vous avez volé le pays, voleurs ! » Mais comme le disait un travailleur, « La mafia ce n'est pas seulement là-haut, c'est aussi ici dans l'usine ». Il désignait les directeurs, les patrons, et aussi les bureaucrates syndicaux.

De son côté, le dirigeant du syndicat UGTA Sidi Saïd est accusé d'avoir cautionné la politique antiouvrière du pouvoir : les plans d'austérité, le blocage des salaires, les attaques contre les retraites et le Code du travail. Aussi, mercredi 17 avril devant le siège de

La manifestation du 18 avril à Alger.

l'UGTA, de nombreux travailleurs se sont rassemblés pour exiger son départ.

Répondant à des appels à la grève lancés sur les réseaux sociaux, les travailleurs communaux de nombreuses villes sont en grève. Ceux de la poste et des télécoms, en grève depuis une semaine dans tout le pays, réclament qu'on leur verse le salaire qui leur est dû.

Le ramadan doit commencer début mai et Gaïd Salah espère sans doute que cela fera refluer la contestation. Mais il agite aussi la menace du chaos économique tout en reprenant à son compte le slogan des manifestants « Armée, peuple Frère Frère. »

La mobilisation en s'approfondissant peut espérer gagner à elle les soldats du rang, mais l'état-major de l'armée reste le pilier de cet ordre social injuste. Il sera le cas échéant prêt à l'écraser. Pour les travailleurs qui sont la base de la pyramide sociale, le combat ne fait que commencer.

Leïla Wahda



RAMZI BOUDINA REUTERS



Mobilisation policière lors de la visite du ministre à Sonelgaz.

Brunei : le sultan tente d'imposer la charia

« Du respect, de la tolérance et de la compréhension », voilà ce que réclame le sultan du petit État de Brunei, qui défend le durcissement de la charia et ses nouvelles lois contre les homosexuels, à l'Union européenne qui a condamné celles-ci. Il s'agit, pour le sultan, d'une loi qui permet de préserver les « valeurs traditionnelles et la lignée familiale ».

Depuis le 3 avril, le monarque de ce petit État pétrolier du nord de Bornéo comptant 430 000 habitants, tente de durcir la loi dite islamique dans ses aspects les plus odieux. Celle-ci impose déjà, entre autres, aux fillettes de quatre ou cinq ans de porter le foulard, et comporterait ainsi la lapidation à mort des suspects d'adultère ou d'homosexualité.

Pas plus grande que le département du Cantal, cette poussière d'empire est

membre du Commonwealth depuis la fin du protectorat britannique en 1984. Le sultan est aussi, depuis 1996 grand-croix de la Légion d'honneur en France ! Dans cette « monarchie absolue islamique de droit divin », comme se définit le sultanat, Hassanal Bolkiaïh règne depuis plus de 50 ans sur 200 chevaux de course dotés de stalles climatisées, un garage de 5 000 voitures de luxe, plusieurs jets privés dont l'un revêtu de cristal Lalique et

feuille d'or, un palais de plus de 1 700 chambres et des sujets à qui il n'est pas conseillé d'exprimer leur opinion.

Outre le sultan, c'est Shell Petroleum qui dirige Brunei, territoire fabriqué pour la major après que le pétrole y fut découvert au début du siècle dernier. La rente pétrolière et gazière a fait de Bolkiaïh l'un des hommes les plus riches du monde, quoique sa fortune ait fondu de moitié en 2009, en même temps que les prix du brut. Le sultan se targue d'assurer à ses sujets la santé et l'école gratuites, sans prélever d'impôt sur le revenu, mais des dizaines de milliers d'entre eux vivent dans des taudis sur pilotis dont les toits de tôle rouillée tranchent sur fond de palais à

couple dorée. La grève y est bien sûr illégale, un héritage d'ailleurs de la loi coloniale britannique, et les syndicats inexistants, à l'exception du syndicat unique du pétrole, soumis à agrément régulier. Les 20 % d'habitants qui y vivent sous le seuil de pauvreté sont souvent des travailleuses et travailleurs migrants, venus du Bangladesh, d'Inde, d'Indonésie, de Malaisie ou des Philippines. Eux ne connaissent de ce petit pays riche que les très bas salaires versés par leurs employeurs ou maîtres, quand ce n'est pas un esclavage pur et simple.

Mais les fluctuations de la rente pétrolière entraînent des trous d'air dans l'économie brunéienne et, malgré

les rapports commerciaux suivis avec la Chine, les habitants peuvent en ressentir les effets négatifs. Un durcissement de la justice, fût-elle appliquée seulement aux musulmans, les deux tiers de la population, ou aux actes touchant des musulmans, peut constituer un adjuvant utile à la dictature du sultan.

Au-delà des protestations internationales, de celles des personnalités du spectacle telles que George Clooney et Elton John, et des appels à boycotter les neuf palais possédés par Bolkiaïh à travers le monde, entendra-t-on aussi protester les PDG français de Total Brunei ou de Baiduri bank, associée à la BNP ?

Viviane Lafont

Iran : la population victime de l'embargo américain

Lundi 22 avril, Trump annonçait la fin des exceptions à l'embargo américain sur le pétrole iranien, accordées à huit pays en novembre dernier. Aussitôt, le cours du pétrole s'envolait, portant le baril à 74 dollars.

Sous prétexte d'affaiblir le régime des mollahs, Trump asphyxie davantage la population iranienne et vise les concurrents européens et asiatiques des capitalistes américains. Depuis qu'il a dénoncé l'accord sur le nucléaire iranien en mai 2018, son administration a activé, en soufflant le chaud et le froid, une série de mesures d'embargo. Si le régime iranien, que Trump affirme vouloir faire chuter, est directement visé, les entreprises des autres puissances occidentales le sont aussi. Toutes celles qui font des affaires avec l'Iran

et qui utilisent pour cela le dollar et le système bancaire américain s'exposent à de grosses amendes aux États-Unis. Ces menaces ont conduit de nombreuses firmes, dont Total, Air France ou British Airways, à suspendre tout échange commercial avec l'Iran.

Le 4 novembre, en activant une deuxième phase de sanctions, Trump avait accordé des dérogations à la Chine, l'Inde mais aussi à la Turquie et la Corée du Sud. Il s'agissait de ne pas fermer trop vite le robinet du pétrole iranien, passé de 3 millions de barils par



Inondation à Shiraz.

jour au début 2018 à 1,5 million actuellement, pour ne pas provoquer une flambée des prix. En parallèle, il s'agissait de marchander des compensations commerciales avec ces pays. Trump montrait ainsi ses muscles non seulement aux mollahs iraniens mais à tous les dirigeants politiques de la planète.

Cette fois encore, outre la défense des intérêts des compagnies pétrolières américaines qui regorgent

de pétrole et de gaz de schiste à exporter, Trump cherche sans doute à imposer un accord commercial désavantageux à la Chine ou à l'Inde contre le maintien de l'accès au pétrole iranien.

Comme toujours avec les embargos, c'est la population iranienne qui paie le prix fort. Elle subit déjà la dictature des mollahs, la corruption et les passe-droits permanents des dignitaires du régime. L'embargo a provoqué une

inflation à 25% et aggravé la pénurie des denrées alimentaires qui font l'objet de spéculation. À ces sacrifices, s'ajoutent depuis quelques semaines des pluies diluviennes et des inondations gigantesques qui ont ravagé 25 provinces sur les 31 du pays. Plus de 500 000 habitants ont dû être déplacés, 2 millions auraient besoin d'aide humanitaire. Mais l'embargo sur les transactions financières empêche l'arrivée de cette aide. Ainsi, un versement de la Croix Rouge à destination du Croissant Rouge iranien a été bloqué. Quant aux aides en nature, dépêchées par plusieurs pays, elles sont dérisoires par rapport aux besoins.

Si le régime des mollahs n'était pas si haï et affaibli, Trump pourrait lui donner un second souffle tant son embargo impose de sacrifices à la population iranienne.

Xavier Lachau

USA-Cuba : Trump en campagne

Le 17 avril, Trump a réactivé la loi Helms-Burton, datant de 1996, qui vise Cuba. Elle menace de poursuites juridiques les entreprises qui font des affaires avec les sociétés américaines nationalisées par le régime castriste après 1959 ou qui profitent d'une façon ou d'une autre des actifs de ces sociétés.

En réactivant cette loi peu appliquée, Trump veut affaiblir le régime cubain qu'il accuse de soutenir celui de Maduro au Venezuela.

Et puis Trump, déjà parti en campagne pour sa réélection, y voit un moyen d'obtenir les voix des exilés cubains aux États-Unis.

Il vise aussi, comme

avec l'embargo sur l'Iran, à faire pression sur les concurrents des capitalistes américains.

La réactivation de cette loi a provoqué le courroux de l'Union européenne. En effet, de Pernod Ricard à Bouygues en passant par le groupe Accor et une multitude de sociétés espagnoles, des entreprises

européennes font des affaires à Cuba et pourraient être visées.

De l'Iran à Cuba ou au Venezuela, derrière les discours des Trump – ou des Macron – sur la « défense de la démocratie et la liberté », il y a d'abord des questions de gros sous et des rivalités commerciales.

X. L.

États-Unis : grève dans les supermarchés

Du 11 au 21 avril, 31 000 employés de la chaîne de supermarchés Stop&Shop se sont mis en grève dans le nord-est des États-Unis.

Leur contrat collectif était venu à expiration en février. C'est dans le cadre des négociations pour un nouveau contrat que le syndicat des employés de commerce a lancé ce mouvement qui a désorganisé ce réseau de 240 magasins.

Dans ce pays, l'assurance maladie des salariés est gérée par des compagnies privées dont les tarifs augmentent souvent. Elle dépend très souvent de l'employeur, étant un élément important du contrat de travail. La direction de Stop&Shop voulait que la part payée par ses employés double, passant ainsi à 2 000 dollars par an pour une couverture individuelle et 5 000 dollars pour couvrir toute une famille. Cela aurait été une charge insupportable, les caissières

gagnant 16 000 dollars par an.

Elle voulait également diminuer les jours de congés maladie et baisser la rémunération des dimanches et jours fériés des nouveaux embauchés, pour payer ces jours de travail comme n'importe quels autres. Les employés actuels savent qu'ensuite leur paye du dimanche aurait aussi été diminuée ou qu'ils n'auraient plus travaillé ces jours-là. « La paye des dimanches, c'est avec cela que je vis au jour le jour. Sans ces heures mieux payées, je ne pourrai pas payer les pleins d'essence pour venir travailler les autres jours », a dit une fleuriste gréviste.

Ces attaques directes contre les salaires vont de pair avec les deux milliards de dollars de bénéfices

réalisés l'an dernier par la maison mère Ahold Delhaize, multinationale basée au Benelux, et avec les 880 millions accordés à ses actionnaires sur la période 2017-2019. Quant aux autorités américaines, en ayant accordé 217 millions de baisse d'impôts à Stop&Shop, elles encouragent ce siphonage par les capitalistes

des richesses issues de l'exploitation.

À l'issue de dix jours de grève, le syndicat a négocié un nouveau contrat qu'il assure être meilleur que celui proposé initialement par la direction sans que les employés en connaissent la teneur. Il a mis un terme à la grève et soumettra le contrat aux votes des employés.

La croissance de l'économie américaine, tant vantée par Obama puis Trump, n'est que celle des profits de la bourgeoisie menant la guerre aux travailleurs. Ceux de la chaîne Stop&Shop ont réagi par la grève, qui a été la plus importante du secteur privé depuis des années.

Lucien Détroit

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 199 (mai 2019) :

- Contre le grand capital, le camp des travailleurs
- Algérie : contre le système, une mobilisation populaire vaste et déterminée
- Crise climatique : renverser le capitalisme pour offrir un avenir à l'humanité
- L'école, de Jules Ferry à nos jours : la jeunesse rangée derrière le drapeau de la bourgeoisie
- Kazakhstan : le tyran passe la main, son clan la garde
- Fermeture de Ford-Blanquefort et politique de classe

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,88 euro.





Fête de Lutte ouvrière

8 - 9 et 10 juin à Presles - Val-d'Oise

Une grande fête populaire

La préparation de la grande fête annuelle de Lutte ouvrière se poursuit. Le programme des animations, des films, des débats, des conférences scientifiques, des expositions, des festivités de toutes sortes se précise.

C'est le moment de proposer cette grande fête populaire à tous ceux qui

sont déjà venus, comme à ceux qui ne la connaissent pas encore, à tous ceux qui partagent notre volonté de transformer le monde comme à ceux qui veulent découvrir les idées communistes révolutionnaires.

Notre fête permettra de satisfaire ceux qui veulent s'amuser, comme ceux qui

veulent comprendre et apprendre, ceux qui veulent bien manger comme ceux qui veulent s'initier à l'art, ceux qui veulent que les enfants s'éclatent comme les amoureux de la nature. Il y en aura pour tous les goûts.

Alors, faites la publicité de la fête, pour qu'elle soit encore plus riche.

Parcours d'arbre en arbre

Un parcours homologué dans les arbres pour se faire peur en toute sécurité, sous la surveillance de moniteurs diplômés: tyroliennes, ponts de singe, échelles, rien ne manque pour jouer

les Tarzan sur des parcours de difficulté progressive.

Attention: le parcours est accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de taille (1,50 m minimum). Tarif: 4 euros.

Le Village médiéval

Petits et grands pourront découvrir les activités et les techniques du Moyen Âge, au travers de différents ateliers et échoppes animés par des spécialistes: la forge médiévale, la calligraphie, la vannerie, le travail du bois, la présentation des instruments de musique, le four à pain...

Depuis Aristophane, rien n'a changé!

Des animations: démonstrations de combats en armure, escrime ancienne, jongleurs, danseurs, conteurs, diseurs de poèmes médiévaux, spectacle de feu samedi soir et dimanche soir, bal folk dimanche soir.

Des pièces de théâtre: *Le vilain mire*, comment un paysan va-t-il passer pour un médecin, *Comment les femmes ont arrêté la guerre...*

Des conférences historiques sur la justice pénale au haut Moyen Âge, le travail des femmes, Games of Thrones...

Meetings de Nathalie Arthaud dimanche et lundi à 15 heures



Cinéma

Une affaire de famille, de Hirokazu Kore-eda
Une famille japonaise originale vivant de petits larcins.

Amin, de Philippe Faucon
Une histoire d'amour entre un travailleur immigré sénégalais et une Française.

3 Billboards, Les panneaux de la vengeance, de Martin McDonagh
Après la mort violente de sa fille et une enquête qui patine, une femme décide d'afficher des messages visant le chef de la police d'une petite ville des États-Unis.

Le grand bain, de Gilles Lellouche
À la piscine municipale, plusieurs hommes pas très jeunes vont mettre toute leur énergie dans la natation synchronisée.

Fahavalo, Madagascar 1947, de Marie-Clémence Paes
La révolte anticoloniale et la répression française en 1947 à Madagascar.

Monsieur, de Rohena Gera
En Inde, à Mumbai, la relation entre un riche fils de famille et une domestique.

Regarde ailleurs, d'Arthur Levivier
Documentaire sur les migrants de Calais

Les révoltés, de Michel Andrieu et Jacques Kébedian
Documentaire sur mai 68

La révolution silencieuse, de Lars Kraume
En 1956, des lycéens est-allemands décident de faire une minute de silence en solidarité avec les révolutionnaires hongrois écrasés par l'armée soviétique.



L'arboretum

Cinq promenades commentées parmi 110 espèces différentes d'arbres du monde entier

L'arbre, quel être étonnant! - Les arbres voyageurs
L'arbre sensuel - L'arbre et les poètes
10 arbres, 10 histoires et une surprise!

Une exposition sur les arbres remarquables

Des ateliers
Le bois dont on fait les violons, le papier, les bateaux...
Les graines - Le tour à bois - Dégustation de boissons d'arbres Le bananier, cette bizarrerie

Des conférences avec
Pierre Avenas: l'histoire des noms des arbres, et **Georges Feterman** (président de l'association A.R.B.R.E.S. Arbres remarquables): quoi de neuf sur les arbres.



Les cartes et bons

Dépêchez-vous: avant le 28 avril, vous bénéficierez encore du prix réduit pour acheter la carte d'entrée: 12 euros pour les trois jours de fête. À partir du 29 avril, son prix passe à 15 euros. Sur place, la carte d'entrée coûtera 20 euros.

Alors n'attendez pas pour vous procurer cartes et bons d'achat, 4 euros pour une valeur de 5 euros:

- auprès de nos camarades,
- par courrier: Lutte ouvrière - BP 20029 - 93501 Pantin Cedex (chèques à l'ordre de Lutte ouvrière),
- sur notre site: fete.lutte-ouvriere.org



Programme, renseignements pratiques, billetterie...
<https://fete.lutte-ouvriere.org>

Hôpitaux de Paris : mobilisation aux urgences

À l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP), depuis le 15 avril, la plupart des services d'accueil des urgences se sont déclarés en grève, à la suite de l'hôpital Saint-Antoine.

Les grévistes réclament des effectifs en aides-soignants et en infirmiers ainsi que l'ajout de brancardiers dans toutes les équipes, une revalorisation de salaire de 300 euros mensuels et l'embauche des CDD. Des banderoles, des affiches et des stickers décorent les entrées des urgences.

À l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, par exemple, le patient qui arrive aux urgences remarque qu'il y a beaucoup de monde : des malades attendent avec leur famille et le personnel va et vient dans tous les sens. Des travaux occupent un espace central dans la zone intérieure et gênent toute la circulation, empêchant de bien voir les patients et de les surveiller correctement.

Le personnel craint de se retrouver dans la situation de Lariboisière, qui avait entraîné le décès d'une patiente en décembre dernier. Le manque de matériel oblige à courir se dépanner à droite et à gauche. Il peut manquer des seringues, des

aiguilles, des tubulures, des thermomètres. Avec un seul agent pour s'occuper des commandes, du rangement des palettes et du remplissage des placards des box, c'est mission impossible.

L'absence de brancardiers oblige aides-soignants et infirmières à amener les patients à la radio, au scanner, etc. Pendant ce temps, ceux qui restent doivent s'occuper de tout, des repas, des soins, des changes, du nettoyage des box.

Beaucoup de patients accueillis aux urgences doivent ensuite être hospitalisés, soit directement dans un service spécialisé (cardiologie, pneumologie...) s'il y a de la place, soit dans l'unité d'hospitalisation de courte durée avant un transfert ailleurs : domicile, clinique, hospitalisation. Du coup, il y a beaucoup d'entrées et de sorties pour une même chambre et il faut des bras pour s'en occuper.

Or, le sous-effectif quotidien n'est même pas comblé

par les quelques renforts envoyés chaque jour : il manque quand même une dizaine de personnes sur environ soixante-dix en journée. Cela provoque des changements de planning, des heures supplémentaires et un turn-over dans les équipes, qui ajoutent du stress.

La situation est devenue ingérable et le mécontentement s'est accumulé d'autant plus que le nombre de passages aux urgences augmente sans cesse dans l'ensemble de l'AP-HP.

Jusqu'ici la direction générale n'a pas donné satisfaction aux revendications du mouvement. Les



61 postes accordés, à se partager entre tous les services d'urgence, semblent ridicules. La direction n'en poursuit pas moins son plan de suppressions de lits et de postes, un millier par an. Par ailleurs, la revalorisation de 65 euros mensuels et la prime ponctuelle de 250 euros, qu'elle propose

actuellement, sont encore loin des 300 euros mensuels revendiqués.

Le mouvement bénéficie de la sympathie de l'ensemble des travailleurs de l'hôpital, car la situation scandaleuse des urgences reflète celle des autres services hospitaliers.

Correspondant LO

Hôpital de Guéret : stop à la casse !

Sous prétexte d'un prétendu déficit de 6 millions d'euros, l'Agence régionale de santé préconise la mise à la diète de l'hôpital de Guéret, dans la Creuse, avec la suppression de 53 lits sur 523, soit plus de 10%!

Cette nouvelle suppression de lits va encore aggraver la situation dans un département

sinistré où, pour bien des soins, la population doit faire des heures de route, jusqu'à Limoges ou Clermont-Ferrand.

Histoire de se faire mousser, le député LRM Jean-Baptiste Moreau demande « une suspension temporaire » et suggère... « un projet de santé partagé entre tous les établissements

publics-privés », une « défiscalisation des médecins recrutés », et bla-bla-bla!

Au moment où l'argent afflue pour restaurer la cathédrale de Paris, diminuer, pour six millions d'euros, l'accès aux soins d'un département déjà en grande difficulté est inacceptable!

Correspondant LO

SNCF-Nantes : en lutte pour les emplois

Mardi 23 avril, des cheminots de Nantes mais aussi de Savenay, d'Ancenis et de Clisson se sont rassemblés devant la gare pour dénoncer les dizaines de suppressions d'emplois annoncées.

En effet, après la suppression de 19 postes aux guichets de Nantes, la direction ne s'est pas arrêtée là. Ce sont plus d'une trentaine d'emplois qui disparaissent avec la fermeture prévue de l'Agence groupe. À Nantes, comme à Angers et au Mans, le service qui s'occupe des personnes

handicapées doit, lui, être transféré au privé!

La direction a distillé progressivement ses sales coups, soufflant le chaud et le froid, prétendant même qu'en gare l'effectif resterait constant... pour ceux qui croient encore en sa bonne parole.

Mais devant la réelle

menace de ce plan de suppression d'emplois, l'inquiétude est montée d'un cran. Des réunions de chantier se sont tenues à l'initiative de militants de la CGT et de Sud-Rail en plus des tournées organisées.

Chacun a pu s'exprimer sur ses attentes et ses inquiétudes avant de décider finalement d'appeler à une journée de mobilisation le 23 avril, pour ne pas continuer à subir le calendrier de la direction. La



Devant la gare de Nantes.

détermination augmentant, ce sont finalement l'Agence groupe, les guichets et l'accueil qui ont décidé de se mettre en grève ce jour-là.

De 7h30 à 9h30, à une vingtaine puis une trentaine, une distribution de tracts avec signatures de pétition a eu lieu. Les discussions ont été nombreuses avec les voyageurs de passage et les travailleurs venant en train. Chacun fait le même constat sur la précarisation de l'emploi. L'idée qu'il faut agir tous ensemble est partagée non seulement entre cheminots, mais aussi avec les travailleurs du privé comme du public.

À une petite centaine, les cheminots grévistes se

sont réunis pour discuter et organiser la suite de la mobilisation. L'idée d'élargir à d'autres gares voire à d'autres régions a été discutée, comme de faire connaître le mouvement dans les autres services. Les cheminots de l'Agence groupe veulent aussi se réunir avec ceux des autres agences de Paris, Bordeaux, Marseille, etc., qui eux aussi subissent la fermeture.

Les choses s'organisent collectivement. Préparer les actions avec des volontaires supplémentaires sera le meilleur moyen pour se faire respecter.

Correspondant LO

Bridgestone – Béthune : plan de compétitivité, guerre aux travailleurs

Des salariés de Bridgestone de Béthune, dans le Pas-de-Calais, ont fait grève contre le plan de compétitivité de la direction, qu'elle ose appeler « accord de performance collective ». Cet accord se traduirait par quatorze jours de travail supplémentaires non payés, des suppressions de postes et des horaires plus

flexibles. Bref, la performance, ce serait aux salariés de la payer, et ce sont les actionnaires de Bridgestone qui empocheraient.

Tous les grands groupes sont en guerre pour augmenter toujours plus leurs profits. Les actionnaires de Bridgestone ont empoché 2 milliards d'euros de profits en 2017

et ceux-ci étaient encore en hausse début 2018. Ils ont les poches pleines mais en veulent encore plus. Alors face à ces requins, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de défendre leurs intérêts, c'est-à-dire leur peau avec le seul moyen efficace : la mobilisation et la grève.

Correspondant LO

PSA Sochaux: jours fériés travaillés... et imposés

La direction de PSA a décidé d'imposer à plus de la moitié des travailleurs de l'usine de Sochaux de travailler tous les samedis jusqu'aux congés d'été. Dans la foulée, elle a imposé également que tous les jours fériés d'avril et mai 2019 soient aussi travaillés, sauf le 1^{er} mai, obligatoirement chômé. Il en est de même à l'usine de Rennes.

À Sochaux, la direction a supprimé plus de 4000 emplois en CDI sans embaucher au cours des cinq dernières années. Parallèlement, elle a fait exploser la précarité dans les ateliers de production. Aujourd'hui, plus de la moitié des travailleurs sont intérimaires, payés 1 200 à 1 300 euros net par mois seulement pour un travail en 2x8.

Les jours fériés travaillés sont payés à 170% mais ne le sont pas du tout en cas de grève, ce qui explique que la direction a pu faire tourner les ateliers malgré l'appel à la grève de la CGT pour le lundi de Pâques. D'autant qu'elle a fait venir des travailleurs des ateliers qui n'étaient pas concernés par le travail de ce jour-là.

Après le travail du

samedi, qui fait grincer des dents car une seule journée de repos pour se remettre de six jours de chaîne, c'est infernal, la direction en remet une louche en faisant travailler les jours fériés. Et c'est la première fois qu'elle ose annoncer que tous ceux d'avril et mai seront travaillés.

Depuis le début de l'année, la Peugeot 5008,

jusqu'ici produite à Rennes, est faite aussi à Sochaux. En invoquant le succès des commandes, la direction utilise au maximum son appareil de production, rallongeant la semaine avec un sixième jour travaillé après avoir mis en place une équipe de week-end et de nuit. L'usine tourne sept jours sur sept, 24 heures sur 24!

Procéder à de nouvelles

embauches alors qu'il y a des millions de chômeurs, la direction n'y pense même pas! À force de compacter les usines, de supprimer des emplois et des ateliers, PSA ne peut plus fournir ses voitures qu'en usant jusqu'à la corde les outils de production et, surtout, les travailleurs qui les font fonctionner.

Correspondant LO

PSA-Rennes: objectif productivité

À l'occasion d'une visite à Rennes, le « superviseur » des usines de Sochaux, de Rennes et d'Eisenach en Allemagne a accepté de rencontrer des représentants de l'Entente, un regroupement de syndicalistes autour du SIA, héritier du syndicat patronal CSL.

Ce monsieur a pour objectif de tirer le maximum de rendement financier de ces usines qui, en jargon patronal, sont qualifiées de « cluster », c'est-à-dire une grappe. Il s'agit donc pour

lui de vendanger afin que, tel du jus de raisin, l'argent coule à flots dans l'escarcelle de ses employeurs.

Et il n'y va pas en douceur. Selon ses interlocuteurs syndicaux, il explique



qu'il faut transformer l'usine de Rennes en « avion de chasse le plus performant », un chasseur de profit et une machine à détruire la santé des travailleurs.

Cette usine produisait, il y a quelques années, 400 000 voitures par an avec un effectif de 10 000 ouvriers. L'objectif de ce zélé serviteur de la famille Peugeot est de lui faire sortir 150 000 voitures avec quelque 2 500 ouvriers. Cela représente une augmentation de 50% de la productivité par travailleur.

Mais pour lui, cette productivité ne peut pas venir d'améliorations techniques

de l'outil de travail. Selon lui, PSA n'en aurait pas les moyens! Il aurait dit clairement qu'il n'est pas question d'investir, alors que sa sacro-sainte production est régulièrement perturbée par des pannes de machines qui entraînent des rallongements d'horaires et des samedis travaillés systématiques. Cela est particulièrement criant au Ferrage où le matériel est sous-dimensionné et vieillissant.

Ce superviseur compte donc sur la « bonne volonté », « l'esprit d'équipe », pour sortir l'usine de ce qu'il qualifie de « morosité » pour

dire que beaucoup de travailleurs viennent à l'usine avec la peur au ventre, une fatigue physique évidente. Cette situation entraîne de nombreux accidents, dont certains d'une grande gravité.

Voilà comment ce représentant du patron annonce la couleur. En fait d'esprit d'équipe, les salariés qui vivent au jour le jour une exploitation de plus en plus violente devront l'avoir entre eux, quel que soit le type de contrat de travail de chacun, pour imposer au patronat des reculs à ses prétentions.

Correspondant LO

Peugeot pire que Macron!

Alors que le gouvernement envisage de nous voler un nouveau jour férié en prétendant que c'est pour les personnes âgées, PSA lui nous les pique tous... sous prétexte de production manquante.

PSA ferme des usines, supprime des ateliers

et réduit le personnel et s'étonne après que cela coïncide au niveau de la production.

S'il ne sait pas compter, on n'y peut rien. Mais nos jours de repos sont à nous.

**Bulletin
Lutte ouvrière
PSA Metz-Borny**

ADP - Aéroport d'Orly: cadeau de bienvenue

L'État ayant investi 500 millions dans la transformation et la modernisation des terminaux de l'aéroport d'Orly, en banlieue parisienne, le Premier ministre Édouard Philippe est allé sur place, le 18 avril, inaugurer le tout nouveau terminal 3.

Pour l'accueillir, mais ils n'avaient pas vraiment été invités, plusieurs centaines de salariés d'ADP (Aéroports de Paris) étaient venus, en grève, protester contre la volonté du gouvernement de privatiser cette entreprise, que l'État contrôle à hauteur de 50,6% du capital et dont dépendent les aéroports de la région parisienne: Orly, mais aussi Roissy-Charles-de-Gaulle

ainsi que Le Bourget.

Juste une semaine plus tôt, en effet, les députés macroniens, majoritaires à l'Assemblée, avaient voté la loi Pacte, qui permet de céder au privé ce que l'État détient, entre autres, dans le capital d'ADP, un groupe des plus prospères, détenteur d'immenses terrains en Île-de-France, de parts dans une multitude d'aéroports dans le monde, et qui

a versé encore 170 millions de dividendes l'an dernier.

Le gouvernement ne cesse de prétendre qu'il n'a plus un sou. Du moins, dès qu'il s'agit de financer les services au public, l'école, les hôpitaux, la dépendance des personnes âgées, etc., c'est la seule réponse qu'il connaisse.

Cela ne l'empêche pas d'avoir su trouver, apparemment sans trop de difficultés, un demi-milliard d'euros pour rendre encore plus appétissant le splendide cadeau qu'il propose aux futurs détenteurs d'ADP.

P.L.



Pizzorno – Vénissieux : une reprise la tête haute

En grève depuis le 2 avril, les éboueurs de Pizzorno, à Vénissieux, sous-traitant privé de la Métropole de Lyon, ont décidé de reprendre le travail vendredi 19 avril.

Pour cette première grève à laquelle elle se trouvait confrontée, la direction, qui méprise les ouvriers et impose des conditions de travail indignes, a opté pour le bras de fer, assignant dix éboueurs au tribunal pour entrave au travail, insultes

et blessures involontaires. Les rapports des huissiers étaient si outranciers que le tribunal a disculpé les éboueurs, les autorisant à rester devant le site. Cette première victoire a renforcé leur moral et ils ont scandé : « On est chez nous ! »



L'après-midi, la direction lâchait finalement une prime mensuelle de 65 euros brut, six jours de grève payés, la possibilité de poser quatre jours de repos et le reste des retenues échelonné sur plusieurs mois. Les éboueurs n'auront plus à laver l'intérieur du camion ; les tenues de travail vont

être améliorées ; la pause de vingt minutes va être rallongée ; des interphones seront réinstallés dans les camions entre les ripeurs et les chauffeurs...

Ces concessions, même si elles sont réelles, sont loin des 300 euros réclamés depuis le début et cela ne solde évidemment pas les

comptes. Mais les grévistes ont néanmoins décidé d'arrêter leur mouvement. Ils reprennent le travail avec la fierté d'avoir imposé à cette direction le respect de leur dignité, en ayant appris à se connaître et en ayant su rester soudés jusqu'au bout.

Correspondant LO

Grande distribution : au bonheur des actionnaires

La fédération commerce et services CGT a appelé les salariés du secteur à se mobiliser les 19 et 20 avril contre les suppressions d'emplois.

Dans la grande distribution, plus de 30 000 emplois ont disparu depuis 2014, selon la CGT. Les trois grands groupes, Carrefour, Casino et Auchan, ont touché à eux trois 522 millions d'euros d'aides en 2018 par le biais du CICE et d'exonérations de cotisations sociales, alors qu'ils ont supprimé dans le même temps plus de 10 000 emplois.

Carrefour, où 7 000 emplois ont été supprimés en deux ans, a versé 517 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires et a touché 400 millions au titre du CICE.

Chez Casino, plus de 1 000 emplois disparaissent chaque année depuis cinq ans. Les cessions de magasins se poursuivent, des magasins franchisés ferment, comme ceux de Leader Price. C'est le cas entre autres de plusieurs magasins situés

dans la Somme, comme ceux de Mers-les Bains et de Roye qui doivent fermer le 26 avril. Casino a pourtant touché 34 millions d'euros grâce au CICE !

Auchan, qui appartient à la famille Mulliez et qui détient de nombreuses enseignes dont Kiabi, Pimkie, Jules, Brice, Decathlon, Flunch, Leroy Merlin, a supprimé 2 000 postes en 2018. Durant la même année, l'État lui faisait un cadeau de 88 millions d'euros, toujours au titre du CICE, et ce alors que Gérard Mulliez et sa famille occupent la 5^e place du classement des fortunes françaises avec un magot de 38 milliards d'euros.

Il n'y aurait pas d'argent pour l'emploi et les salaires ? Si ! Dans les coffres-forts de cette poignée de parasites.

Aline Rétesse

Lactalis : pollueur et pas payeur

La fromagerie de Saint-Just-de-Claix en Isère, qui produit des Saint-Félicien et des Saint-Marcellin, rachetée en 2011 par Lactalis, vient d'être condamnée à 50 000 euros d'amende pour pollution.

Le montant est dérisoire, pour ce géant de l'agroalimentaire qui a mis la main sur les profits de l'usine sans prendre en charge le traitement de ses rejets.

Cela fait des dizaines d'années que la municipalité et des associations pour la défense de l'environnement cherchent à obliger l'Étoile du Vercors à traiter ses déchets. L'entreprise évacue en eaux usées l'équivalent d'une

ville de 8 000 à 15 000 habitants. Une station d'épuration a même été construite pour 22 millions d'euros par l'État. Le prix de raccordement était proportionnellement quatre fois moins cher que pour un particulier, mais c'était encore trop pour Lactalis, qui a refusé de s'y connecter. Après avoir tenté de faire appel à la justice et à l'État, le maire du village a dû céder et autoriser Lactalis

à construire sa propre station d'épuration, pour traiter ses eaux usées à sa manière, après avoir pollué des années en toute impunité. L'amende à laquelle l'entreprise a finalement été condamnée ne représente même pas un dixième de la somme que Lactalis aurait dû payer depuis 2011.

« Plus on monte, plus c'est compliqué », a déclaré le maire à propos des soutiens qu'il avait recherchés auprès de l'État. Les gouvernements savent faire de grandes déclarations sur l'écologie et faire la morale

à la population sur les comportements individuels qu'elle devrait avoir pour préserver l'environnement.

Mais les vrais pollueurs industriels peuvent agir en toute impunité.

P.R.



Sucrerie Bourdon – Aulnat : 96 emplois menacés

La direction générale de Cristal Union a confirmé le 17 avril la fermeture des usines d'Aulnat dans le Puy-de-Dôme, comptant 96 salariés, et de Toury en Eure-et-Loir, où travaillent 150 salariés. Une réduction des effectifs est prévue d'ici 2020 à Erstein, dans le Bas-Rhin.

Ces fermetures vont entraîner des conséquences

pour toute la filière. C'est un vrai sinistre, non seulement pour les salariés des usines concernées mais aussi pour les salariés des transporteurs de betteraves et ceux des sous-traitants, ainsi que pour des agriculteurs : il y a 300 planteurs dans le Puy-de-Dôme.

Les actionnaires de Cristal Union continuent d'accumuler des bénéfices. Il

est donc révoltant de les voir aujourd'hui se préparer à dévaster des régions entières et à mettre à la rue plusieurs centaines de salariés. Les travailleurs ne doivent pas faire les frais de leur politique. C'est dans les profits des années fastes qu'il faut puiser pour les obliger à maintenir les emplois d'aujourd'hui.

Correspondant LO

Eure-et-Loir : services publics démolis

Au moment où se termine le grand débat, au cours duquel le gouvernement était censé écouter les revendications de la population, mises en avant notamment par le mouvement des gilets jaunes, en Eure-et-Loir, les syndicats alertent sur la menace de fermeture de six centres du Trésor public sur les dix existant dans le département. Seules les quatre plus grandes villes

garderont leur trésorerie. Cela vaudra dire pour la population des déplacements beaucoup plus importants pour effectuer les démarches et pour pouvoir rencontrer un conseiller.

Même si elle n'est pas encore officiellement confirmée, cette menace est bien réelle, comme le prouve l'action des employés du centre des impôts de Verneuil-sur-Avre, dans

le département voisin de l'Eure, qui ont fait grève fin mars contre la fermeture annoncée de leur centre. Tout cela s'inscrit dans l'ensemble des attaques menées contre les services publics (santé, éducation, transports...) pour effectuer des économies aux dépens des travailleurs et des usagers de ces services.

Correspondant LO

SNCF : record de retards et d'annulations

Le rapport annuel de l'Autorité de la qualité de service dans les transports (AQST) confirme la dégradation du transport ferroviaire que les voyageurs constatent au quotidien. Cette autorité indique que « l'année 2018 a constitué la pire année depuis 2012 en termes d'annulations pour l'ensemble des transports ferroviaires longue distance ».

Ainsi en 2018, concernant les longues distances, le taux d'annulation des TGV est passé d'une moyenne annuelle comprise entre 0,5 et 1% à près de 8%. Les taux d'annulation dans les autres trains grandes lignes (Intercités et International) ont aussi été multipliés. Le taux de retard des TGV est, quant à lui, passé de moins de 12% pendant de nombreuses années à 17,8%. Idem pour les Intercités.

La direction de la SNCF met en grande partie cela sur le compte des grèves du

printemps 2018 contre la réforme ferroviaire. Mais la grève, dont elle porte d'ailleurs l'entière responsabilité, a bon dos. Par exemple, dans les Hauts-de-France, les mouvements sociaux n'ont représenté que 8% des retards de trains. Mais le manque d'entretien de l'infrastructure a causé 23% des retards, et les défaillances de matériel 23%. Autre exemple, d'après ce rapport, plus de 80% des retards des Intercités sont imputables au niveau national non à la grève ou à des



causes dites externes, mais aux économies passées et présentes de la SNCF sur l'entretien des infrastructures, des voies, du matériel et la

gestion des circulations.

Plusieurs pannes géantes ont affecté le trafic, tant grandes lignes que banlieue en Île-de-France, à la gare Montparnasse. Mais au quotidien, des ruptures de caténaires, des ralentissements de voies, des incendies de matériel électrique ont des conséquences sur les circulations, tout comme le manque de personnel roulant ou d'accueil dans les gares.

Toujours d'après ce rapport, le trafic en banlieue parisienne, RER et Transilien, est le seul à ne pas s'être dégradé. Mais il s'agit d'un artifice statistique: les lignes B et D sont de plus

en plus catastrophiques, et si les lignes A et L ont par exemple vu leur régularité augmenter, c'est tout simplement parce que la fréquence des trains y a été espacée. Ainsi sur la ligne desservant Cergy, la fréquence théorique des circulations est passée à deux trains RER A et un train Transilien ligne L toutes les douze minutes environ, contre toutes les dix minutes précédemment.

La SNCF a en effet la solution miracle pour liquider les retards ou annulations de trains: supprimer les trains tout court, voire les lignes complètes qu'elle ne veut plus entretenir.

Christian Bernac

Les Prud'hommes ordonnent la réintégration d'un lanceur d'alerte

En 2013, un cheminot de Lyon avait révélé des irrégularités dans la passation d'un marché de la SNCF au profit d'IBM.

Ce lanceur d'alerte a été victime de la répression patronale: en novembre 2018, la SNCF l'a radié. Les Prud'hommes de Lyon, en référé, viennent

de reconnaître son statut de lanceur d'alerte; ils ont jugé sa radiation nulle et ordonné sans délai sa réintégration.

Ils ont condamné la SNCF au paiement des salaires dus depuis le 18 novembre 2018 et à verser des dommages et intérêts de 5 000 euros au cheminot,

et 3 000 euros au syndicat Sud-Rail qui a assuré sa défense.

La SNCF, sans surprise, a annoncé qu'elle allait faire appel. Mais ce premier jugement est une victoire pour tous ceux qui luttent contre l'impunité patronale.

C.B.

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Élections européennes

Contre le grand capital, le camp des travailleurs



V. VIANNET

Meeting à Paris Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier têtes de liste de Lutte ouvrière

Vendredi 10 mai à 20h 30
Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris 5^e
M^o Maubert-Mutualité
Entrée libre

Le meeting sera retransmis en direct sur Internet, sauf problèmes techniques de dernière minute. Néanmoins, nous encourageons vivement tous nos amis et camarades à venir assister au meeting, car Internet et autres hologrammes ne remplaceront jamais les femmes et les hommes, les militants en chair et en os.

À travers la campagne

À Reims, lors de la réunion publique avec Nathalie Arthaud, le 17 avril, le débat a commencé sur les salaires. «1800 euros minimum, tout le monde est d'accord. Mais on les prend où?»

Ceux qui ont l'argent ne seront pas d'accord et ils partiront», a dit le premier intervenant. «On les laisse partir et on prend leur place», a répondu immédiatement un autre.

«On prend nos capitaux, on ferme tout et on s'en va,

c'est une menace que les capitalistes lancent en permanence», a souligné Nathalie Arthaud. «À nous d'être prêts à aller jusqu'au bout: qu'ils partent, nous on garde les moyens de production!» «Ghospn est en prison et Renault continue de tourner», a souligné un assistant, rappelant que son père lui disait toujours: «Dans chaque journée de travail la première heure est pour ton salaire, la deuxième est pour les cotisations sociales

et toutes les autres, c'est le bénéfice du patron.»

«Les capitalistes détiennent les moyens de production mais c'est un gâchis sans nom. Il faut que les travailleurs prennent le pouvoir. Et alors on fondera des rapports pas de domination mais de collaboration pour que ceux qui travaillent puissent vivre dignement.»

La réunion s'est terminée sur cette conclusion de Nathalie.

Jean-Pierre Mercier : les travailleurs d'Europe doivent être frères dans leurs têtes

Le 20 avril, à la réunion publique de Charleville-Mézières, la question de rester ou pas dans l'Union européenne a été débattue avec Jean-Pierre Mercier qui a ainsi répondu à un participant qui voudrait que «la France reprenne son indépendance».

«Avant, la France était soit-disant indépendante. Et alors? On crevait au travail. On se faisait exploiter. Il y avait les 200 familles les plus riches qui dominaient, qui pillaient l'Afrique, qui colonisaient partout, qui faisaient la guerre. La vie était-elle

meilleure?

La question n'est pas entre : on fait partie de l'Europe ou on n'en fait pas partie. La frontière, elle est entre pauvres et riches. Elle est entre travailleurs et actionnaires, qu'on a vu sortir du bois en alignant des centaines de millions pour Notre-Dame. Ces milliardaires, ils sont français "de souche", et alors? Ils sont de notre côté ou ils sont contre nous? Contre nous!

Bernard Arnault a vu sa fortune augmenter l'an dernier de l'équivalent d'un smic toutes les vingt secondes. Ces

fortunes, c'est notre travail qui les a créées. Pour qu'ils vivent comme ça, il faut que nous, on soit sacrifiés. Ce n'est pas un problème de nationalité, c'est un problème social. Si on n'a pas conscience de ça, on va dans le mur.

Bien sûr l'Europe est une machine de guerre contre les travailleurs. Mais notre perspective c'est que nous, les travailleurs français, et les travailleurs allemands et les travailleurs polonais, on soit frères dans nos têtes.»

Réunions publiques

Avec Nathalie Arthaud

Amiens

Jeudi 25 avril à 19 heures
Salle Dewailly
en face du Coliseum

Saint-Nazaire

Vendredi 26 avril à 20h 30
Salon République
(1^{er} étage du Paquebot)
avenue de la République

Sarreguemines

Samedi 27 avril à 16h 30
Casino des Faïenceries
4, rue du Colonel-Cazal

Auxerre

Dimanche 28 avril à 15 heures
Maison de quartier
Saint-Siméon

Orléans

Jeudi 2 mai à 20h 30
Centre de conférences
9, place du 6 Juin-1944

Tours

Vendredi 3 mai à 20h 30
Salle polyvalente,
10, place Neuve

Nancy

Samedi 4 mai à 17 heures
Salle Léon-Adler
2, rue Claude-Duruët

Dijon

Mardi 7 mai à 18 heures
Salle du Clos-Vougeot
Palais des congrès

Strasbourg

Samedi 11 mai à 15 heures
Maison des associations
Place des Orphelins

Fête de Lutte ouvrière Marseille

Dimanche 19 mai à partir de 11 heures
Parc de loisirs de Valabre - RD 7 - Gardanne

Intervention de Nathalie Arthaud à 16 heures

Avec Jean-Pierre Mercier

Le Havre

Vendredi 26 avril à 18h 30
Salle des fêtes Franklin
117, cours de la République

Hendaye

Samedi 27 avril à 15 heures
Salle des Joncaux
31, avenue de l'Industrie

Clermont-Ferrand

Mardi 30 avril à 20 heures
Maison du peuple
place de la Liberté

Rouen

Jeudi 2 mai à 19 heures
Salle de la Halle aux toiles
Place de la Basse-Vieille-Tour

Pamiers

Samedi 4 mai à 15 heures
Salle Espalioux
rue Jules-Amouroux

Perpignan

Samedi 4 mai à 19 heures
Salle des Libertés
3, rue Edmond-Bartissol

Besançon

Mardi 7 mai à 19 heures
Petit Kursaal
2, place du Théâtre

Caen

Jeudi 9 mai à 20h 30
Centre des congrès
13, avenue Albert-Sorel

Les Mureaux

Samedi 11 mai à 16h 30
Salle SRV
24, avenue Paul-Raoult



Pour en savoir plus :

www.lutte-ouvriere.org/europeennes